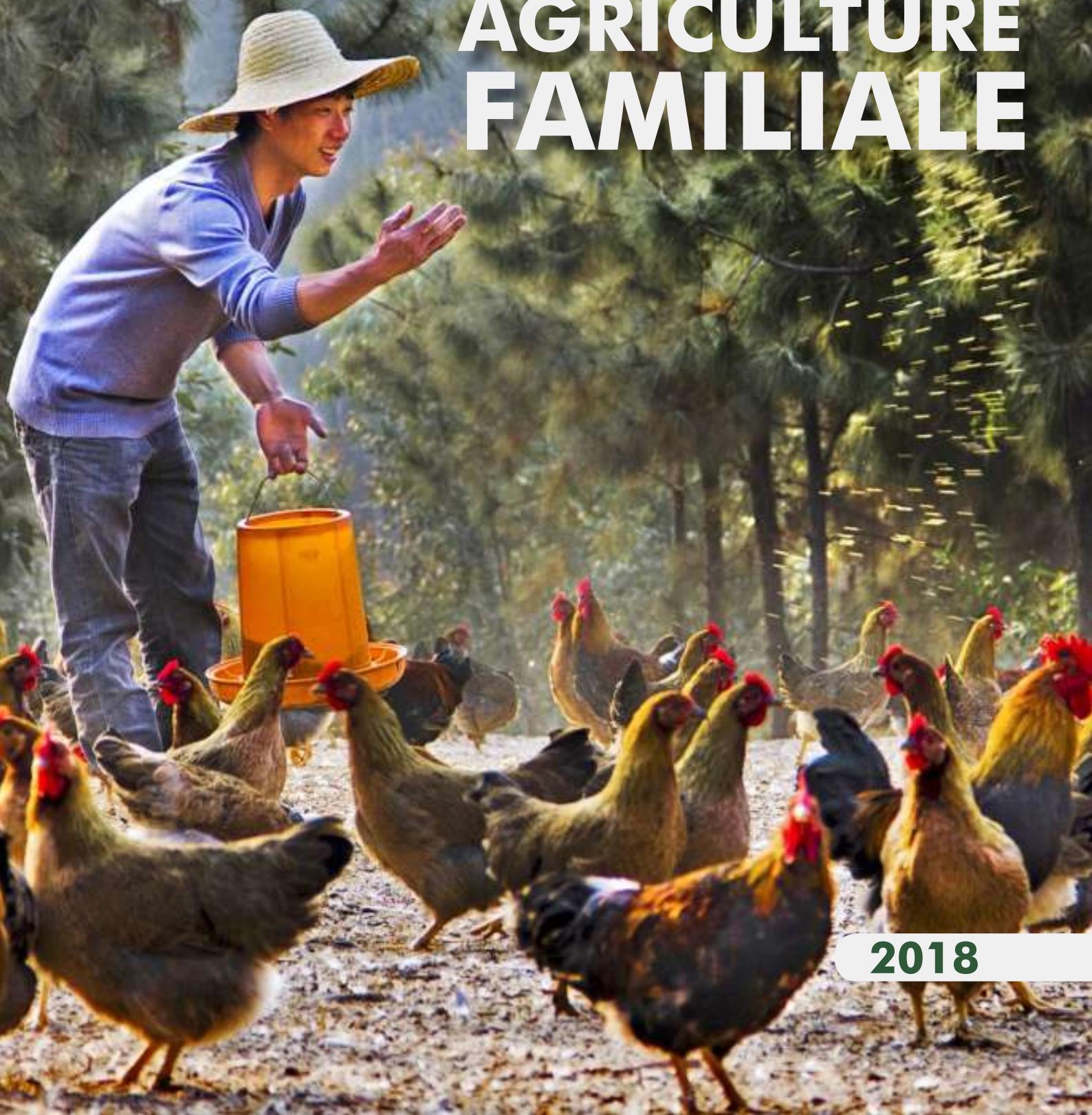




AIAF+10
DÉCENNIE DE
L'AGRICULTURE FAMILIALE

JEUNESSE ET AGRICULTURE FAMILIALE



2018



AIAF+10

DÉCENNIE DE L'AGRICULTURE FAMILIALE

JEUNESSE ET AGRICULTURE FAMILIALE



www.familyfarmingcampaign.org

Cette étude a été préparée par le CCM (Comité de Coordination Mondial de l'AIAF + 10) et coordonnée par le FRM.

Le CCM est actuellement composé de représentants des organisations suivantes : ROPPA, PAFO, INADES INTERNACIONAL, COPROFAM, RELACC, PDRR, AFA, ASIADHARRA, SEWA, UPA, AFDI, NZYF, OXFAM, IFOAM Organics International, ACTION AID, FRM, ainsi que les Comités Nationaux d'Agriculture Familiale de Madagascar, du Costa Rica et du Népal (représentant les CNAF qui travaillent sur les différents continents).

Conception Graphique Par:

Kika Cristancho
www.kareacho.wixsite.com/kikacristanchodg
KikaCristanchoDg@Gmail.com

Équipe de rédaction:

Lorena Tudela
Víctor David Martínez
Universidad Politécnica de Valencia

Photos: Photos sélectionnées du concours photo AIAF2014

INDEX

ACRONYMES

INTRODUCTION 1

DEFIS DE LA JEUNESSE ET DE L'AGRICULTURE FAMILIALE 2

Jeunesse et Migration	6
Accès à La Terre et à D'autres Ressources de Production	7
Accès Aux Services Financiers	8
Facteurs Sociaux	8
Peu D'infrastructures	9
Des Femmes Jeunes	9

AGRICULTURE FAMILIALE ET JEUNES : POTENTIALITÉS 11

Projet de Vie- Agriculture Durable	12
Éducation, Formation Et Innovation	13
L'information et la Communication Comme Outils de Renforcement Pour L'agriculture Familiale et Pour la Participation Des Jeunes	16

RÉFLEXIONS À PARTIR DES EXPÉRIENCES PRATIQUES 20

Dimension du Projet de Vie	20
Dimension D'éducation, de Formation et D'innovation	20
Dimension de la Participation Politique et Sociale	23

PROPOSITIONS DE LIGNES D'ACTION 24

RÉFÉRENCES 30

ANNEXE 1.

QUESTIONNAIRES JEUNESSE ET AGRICULTURE FAMILIALE 31

ACRONYMES

ADISCO	Support pour le développement intégral et la solidarité dans les collines
AFA	Asian Farmers Association
AIAF	Année Internationale de l'Agriculture Familiale
AMARC	Association Mondiale de Radios Communautaires
CEPAL	Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
DOST	Organisation pour le développement et la transformation sociale
ENPARD	European neighbourhood program for agriculture and rural Development
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FRM	Forum Rural Mondial
IFOAM	The International Federation of Organic Agriculture Movements
MST	Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre
ODM	Objectif de Développement du Millénaire
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONU	Organisation des Nations Unies
PAKISAMA	National Federation of Peasant Organisation (Philippines)
PDRR	Programme de Dialogue Rural Amérique Centrale
PMA	Programme Mondial des Aliments
REAF	Réunion spécialisée en Agriculture Familiale du MERCOSUR
REJEPPAT	Réseau des jeunes producteurs et des professionnels de l'agriculture du Togo
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SPG	Système Participatif de Garantie
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UNDESA	Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies
UNFPA	Fonds de Population des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
YPARD	Young Professionals for Agricultural Development



1. INTRODUCTION

L'objectif principal de l'étude est de décrire le scénario actuel et de contribuer à articuler une position commune pour le développement de la jeunesse dans le cadre de l'agriculture familiale. De ce fait, les conclusions présentées seront transposées dans le travail d'influence politique portant sur la jeunesse de la campagne AIAF+10¹.

L'étude s'inscrit dans les lignes d'action du Forum Rural Mondial (FRM) pour avancer dans le suivi et la dynamisation de l'agriculture familiale. Ainsi, le document s'initie et est en consonance avec les débats lancés au cours des rencontres du FRM, avec le Manifeste international des jeunes agriculteurs qui s'est élaboré de manière consensuelle durant le sommet international des jeunes agriculteurs qui s'est tenu à Bordeaux le 4 septembre 2014² et par le biais de la demande numéro 6 figurant sur le Manifeste de Brasilia convenu par le Comité Consultatif Mondial de l'AIAF-2014³.

Demande 6:

Il est nécessaire d'approuver des politiques publiques différenciées dont l'objectif est la promotion, l'inclusion, l'intégration, l'incorporation, la reconnaissance sociale, juridique et économique de la jeunesse au sein du secteur agricole.

Par ailleurs, les organisations de l'agriculture familiale ont privilégié progressivement la thématique de la jeunesse, au cours de l'AIAF-2014 et avec davantage d'efforts pendant l'AIAF+10. Elles insistent sur l'importance d'approuver différentes politiques publiques axées sur la promotion de l'inclusion, de l'intégration et de la reconnaissance sociale, juridique et économique de la jeunesse dans le secteur agricole et dans le développement rural. D'autre part, elles ont décidé d'aborder la question comme une priorité, en soutenant la participation croissante de la jeunesse dans les organisations de l'agriculture familiale.

Dans ce sens, le présent document repose sur l'approfondissement des expériences pratiques et des réalités individuelles et collectives, afin qu'elles puissent permettre de confectionner un imaginaire et un ressenti collectif en matière d'agriculture familiale. Pour ce faire, il a été sélectionné quelques principales dimensions qui placent la jeunesse face à l'agriculture familiale, et diverses expériences, initiatives et leçons apprises qui ont été recueillies au niveau global.

Le document débute par une description du contexte au niveau global et une description des éléments les plus importants qui délimitent le cadre de la participation des jeunes dans l'agriculture familiale. Puis, s'ensuit la présentation de cinq dimensions

1. Plus d'information sur la campagne [AIAF+10](#)
2. [Manifeste international des jeunes agriculteurs](#), Bordeaux, France, septembre 2014.
3. [Manifeste de Brasilia](#) (15 novembre 2014) Le 14 et le 15 novembre, hommes et femmes paysans, pêcheurs artisanaux, bergers, communautés indigènes des cinq continents, avec des associations rurales, des centres de recherche, des membres du Comité de Coordination Mondial, des comités nationaux et d'autres acteurs, se sont réunis à Brasilia (Brésil). Au cours de cette rencontre, les succès obtenus durant l'AIAF-2014 ont été analysés, et six demandes ont été définies afin de continuer à travailler.

qui développent les principaux défis de la jeunesse dans le secteur de l'agriculture, chacune d'entre elles illustrées avec des exemples et des expériences réelles. Après quoi, cette présentation fait place à certaines réflexions tirées d'expériences pratiques à partir des réponses apportées aux questionnaires (annexe 2) qui ont été adressées au réseau du FRM et au réseau YPARD. Enfin, le dernier paragraphe contient la discussion finale, puis le document conclut sur la présentation d'une série de propositions destinées à continuer le travail sur la conception des politiques publiques adaptées à chaque dimension décrite.

2. DEFIS DE LA JEUNESSE ET DE L'AGRICULTURE FAMILIALE

À l'heure actuelle, la population mondiale s'élève à plus de 7,300 milliards de personnes. Les projections de l'Organisation des Nations Unies (ONU) indiquent en outre, qu'en 2050, la population mondiale totale va augmenter de plus de deux milliards de personnes, ce qui indique un rythme de croissance inférieur à celui des années antérieures (ONU, 2015). Il est très probable que plus de la moitié de cette croissance concerne l'Afrique, du fait du taux de fertilité élevé (même s'il a tendance à diminuer) et du nombre important d'enfants et de jeunes qui vivent actuellement sur le continent. Une bonne part de la croissance de la population concernera également les pays les moins enrichis qui vont passer en 2050 de 954 millions d'habitants (le chiffre actuel) à 1,9 milliard. Ces prévisions vont constituer un défi pour de nombreux domaines, notamment pour assurer l'éducation, des conditions de vie dignes, l'alimentation nécessaire et de l'emploi pour tous les habitants. Sur la totalité de la population mondiale actuelle, plus de 3,1 milliards de personnes sont âgées de moins de 25 ans, soit plus de 40%. Actuellement, on trouve presque 1,2 milliards de jeunes parmi les 15-24 ans notamment, ce qui équivaut à 16,5% de la population totale. On peut observer que la plus grande partie de cette population d'enfants et de jeunes est concentrée sur





trois zones : l'Afrique (dans laquelle les enfants représentent 41% de la population, et les jeunes entre 15 et 25 ans représentent 19%), l'Amérique Latine et les Caraïbes (respectivement 26% et 17%) et l'Asie (respectivement 24% et 16%) (ONU, 2015).

Pour le FRM, les jeunes hommes et les jeunes femmes sont des acteurs stratégiques pour le développement rural durable et pour l'avenir de l'agriculture familiale ; un modèle qui mise sur l'unité familiale comme moteur des fonctions économiques, sociales, culturelles, environnementales et territoriales, qui développe la production agricole, forestière, piscicole⁴, de la pêche, et de l'élevage. Elle représente beaucoup plus qu'un modèle d'économie agraire, car elle considère la production durable des aliments à une échelle familiale comme étant la base pour progresser vers la sécurité et la souveraineté alimentaires. Le Comité Directeur International pour l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF)⁵ de 2014 – qui se composait de 12 États membres de la FAO (l'Afghanistan, l'Angola, l'Argentine, l'Australie, le Bangladesh, le Brésil, le Canada, la Slovaquie, les Philippines, la France, le Koweït et l'Afrique du Sud) avec le FIDA, le PMA, Bioversity International, la FAO, le FRM, l'Union Européenne et l'OMA – , a proposé la définition suivante :

L'agriculture familiale (qui regroupe toutes les activités agricoles à base familiale) est une façon d'organiser la production agricole, forestière, piscicole, de la pêche et de l'élevage, qui est gérée et administrée par une famille et qui dépend principalement de la main d'œuvre familiale, femmes et hommes inclus. Famille et ferme sont liées entre elles, elles évoluent ensemble et elles conjuguent à la fois les fonctions économiques, environnementales, sociales et culturelles. (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture –FAO– 2014)

Les mouvements et les organisations qui misent sur l'agriculture familiale sont conscients de la nécessité d'intégrer la participation de la jeunesse comme principal agent moteur de ce modèle d'agriculture afin de se projeter comme une alternative vers une agri-



4. FAO. (2014). [À propos de l'Agriculture familiale.](#)
5. Plus d'information « [Résumé global de l'AIAF-2014. Une année de progrès pour l'Agriculture familiale](#) » élaboré en avril 2015 par le Comité Consultatif Mondial de l'AIAF-2014 de la Société civile.

culture durable. C'est pour cela que la jeunesse représente l'une des priorités transversales de la campagne de l'AIAF+10. Depuis le FRM, il semble évident que le succès et la viabilité de ces expériences reposent sur les efforts concentrés sur un objectif: rechercher des politiques publiques développant et facilitant l'intégration de la jeunesse dans l'agriculture familiale. Il est également important d'apporter des soutiens à la recherche-action afin d'appréhender la situation actuelle et les aspirations des jeunes dans l'agriculture familiale, à travers l'échange d'expériences et d'initiatives.

Tout débat ayant pour thème le rôle de la jeunesse dans le secteur agricole, doit prendre en compte le contexte et ses perspectives d'évolution. Pour miser sur une réelle inclusion des jeunes, ceux-ci doivent se situer au cœur du débat, et faire partie des stratégies de changement. Actuellement, certains des éléments les plus notables qui définissent les défis de la situation de la jeunesse dans l'agriculture familiale, sont :

- 1** L'agriculture familiale demeure la principale **source d'aliments** et de revenu économique. Les petites et moyennes exploitations agricoles dans les pays en développement restent les principales productrices d'aliments dans le monde. Il existe 1,5 milliard d'agriculteurs et d'agricultrices familiaux, et ensemble, ils cultivent au moins 80% des aliments de la planète (FAO, 2014). Ces chiffres confirment le rôle crucial de l'agriculture familiale en matière de sécurité et de souveraineté alimentaires mondiales à l'heure actuelle, mais aussi pour les générations futures. Outre sa fonction de base (la production d'aliments), le secteur agroalimentaire occupe une place stratégique d'un point de vue économique, social, culturel et environnemental.
- 2** L'Organisation Internationale du Travail (OIT) indique qu'en 2016, le **chômage des jeunes** a touché 71 millions chez les 15-24 ans et il devrait se maintenir en 2017 (OIT 2016). On constate que les jeunes, en particulier les jeunes femmes, se heurtent encore à de nombreuses difficultés lors de l'accès à l'emploi et à sa stabilité. D'autre part, on observe des disparités considérables entre hommes et femmes, qui nourrissent et renforcent les inégalités au cours de la transition vers l'âge adulte. Celles-ci peuvent mettre en relief des inégalités en matière d'opportunités tout en reflétant des problèmes socioéconomiques et culturels profondément enracinés et qui en général, désavantagent les femmes de façon disproportionnée (OIT 2016).
- 3** Le secteur agricole doit faire face au **vieillessement et à une relève générationnelle faible** sur une bonne partie de la planète. Les nouvelles habitudes et les nouveaux styles de vie renforcent une tendance à l'urbanisation qui va en s'accroissant et au retrait massif des zones rurales par la frange la plus jeune de la population, à la recherche de nouvelles opportunités, et plus particulièrement dans des opportunités économiques et sociales (Leavy, 2014). Ainsi, l'âge moyen des agriculteurs dans les pays occidentaux se situe entre 50 et 60 ans. Par exemple, en Europe 7,5% seulement des agriculteurs a moins de 35 ans, tandis que 3 sur 10 ont plus de 65 ans (Eurostat 2017). Mais il ne s'agit pas d'un phénomène exclusif des pays les plus développés : dans



l'ensemble formé par l'Afrique subsaharienne, l'Amérique Latine et l'Asie, plus de 27% des agriculteurs ont plus de 55 ans. Selon Heide-Ottosen (2014), c'est aux Caraïbes où se trouve la situation la plus extrême, avec presque 45% des agriculteurs âgés de plus de 55 ans. Au niveau de ce phénomène, en termes de rapidité, ce sont le sud-est asiatique et le cône sud de l'Afrique où ce vieillissement progresse le plus rapidement.⁶

L'un des aspects à souligner est la nécessité d'envisager le vieillissement des agriculteurs et agricultrices familiaux à partir de l'intégration intergénérationnelle, c'est-à-dire qu'il faut visualiser et mettre en valeur les apports que les personnes qui abandonnent l'activité agricole mais pas la campagne, peuvent apporter à la jeunesse, et vice-versa au moyen d'un transfert de connaissances et compétences. Comment les jeunes peuvent continuer à s'appuyer sur la génération qui les a précédés pour mener à bien l'activité agricole. Cet état de fait prend une importance particulière dans la plupart des pays dans lesquels il n'existe pas de pensions pour retraite.

4

Le contexte est marqué par un marché agroalimentaire globalisé, où les personnes qui font partie de l'agriculture familiale font face à des situations d'**incertitude** liées à des cycles politiques et économiques. Les centres du pouvoir politique et économique du point de vue historique, se sont établis dans les villes, ce qui a entraîné une négligence des zones rurales, ce qui se traduit par des niveaux inférieurs en matière d'accès à l'éducation, de santé, d'infrastructures, de services, et même par un niveau de revenus encore plus bas par rapport aux villes⁷.

Tous ces facteurs mentionnés reflètent une situation complexe et en partie paradoxale. D'un côté, un secteur se présente avec un potentiel socioéconomique théorique qui exige une force de travail avec une capacité d'innovation. Cependant, d'un autre côté, c'est un secteur de plus en plus vieillissant, avec une relève générationnelle faible. En définitive, c'est un secteur stratégique qui garantit l'alimentation et qui développe la durabilité des familles, et malgré tout, il n'est pas toujours considéré comme une opportunité attractive.

Après tous les arguments cités précédemment, il faut se demander pourquoi de nombreux jeunes quittent le milieu rural. L'une des premières réponses est le manque de rentabilité et d'attraction sociale de l'activité comme mode de vie pour une personne jeune. De même, les jeunes qui misent sur l'agriculture familiale dans le milieu rural doivent souvent affronter des défis et dépasser les obstacles supplémentaires qui limitent les potentialités de l'activité agricole comme moyen de vie.

Tout au long des paragraphes suivants sont décrit certains des principaux défis auxquels doivent faire face les jeunes pour intégrer l'agriculture familiale comme mode de vie, en soulignant des stratégies et des exemples d'abordage du thème de la question de la jeunesse agricole à travers les cinq continents.

6. Dans le travail cité de Heide-Ottosen (2014) et publié par Help Age International, figurent des chiffres extraits des divers recensements- pour tous les pays à revenus moyens et faibles, tant en matière de vieillissement de la population rurale qu'en matière d'agriculteurs en particulier.

7. Séminaire « Jeunesse et emploi dans les zones rurales », V Conférence Globale Forum Rural Mondial, 2015.

JEUNESSE ET MIGRATION

L'un des éléments d'importance majeure au moment de centrer l'analyse démographique sur le milieu rural est le rôle important qu'occupent les migrations. Selon le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA), le nombre de migrants internationaux a dépassé les 240 millions de personnes en 2015, tandis que le nombre de migrants nationaux s'est élevé à 740 millions (UNDESA 2015). Il s'agit de phénomènes liés entre eux, et il est probable que les migrations, tant au niveau international que national, augmentent au cours des années à venir.

Dans la plupart des cas, la migration interne est d'origine rurale, notamment depuis les communautés les plus isolées et avec les plus mauvaises conditions de vie, vers les villes ou vers d'autres zones rurales moins défavorisées. Il y a plus de dix ans, en Afrique subsaharienne, on estimait déjà que dans plus de la moitié des foyers ruraux, il y avait au moins un migrant (IIED, cité par DFID, 2004). De nombreux jeunes, hommes ou femmes, recherchent des opportunités d'emploi dans les zones urbaines. Il convient de souligner que les personnes les plus pauvres issues du milieu rural sont celles qui entreprennent généralement les migrations temporaires, par rapport aux migrations permanentes, à cause des moindres coûts que celles-ci supposent.

Dans de nombreux cas, les migrations internes sont liées à des stratégies de diversifications des revenus pour les foyers, et elles peuvent comporter un composant saisonnier⁸. Souvent, les migrants considèrent qu'il s'agit de la seule alternative viable pour contourner les maigres possibilités économiques dont ils profitent dans leur milieu: la pression démographique, la dégradation du milieu ou les mauvaises récoltes diminuent les chances de gagner sa vie au sein des communautés rurales. L'emploi dans les zones rurales est fréquemment frappé par l'irrégularité, la précarité et la temporalité, les bas salaires, ainsi que le manque de protection sociale.

Outre les conséquences en termes de déracinement et de déstructuration familiale, le phénomène de la migration rurale provoque également d'autres retombées qu'il convient de souligner. Certaines ont un caractère négatif sur les zones rurales d'origine, comme la perte de leurs travailleurs les plus productifs, et qui possèdent souvent le meilleur niveau d'éducation. De plus, ces départs obligent d'autres membres de la fa-



8. Il existe également d'autres motifs de migrations, comme les motifs politiques, les conflits de guerre ou les violations des droits humains.



mille comme les enfants, à prendre en charge les activités de production, ou accroissent la charge de travail des femmes lorsque ce sont les hommes qui quittent le foyer. Cependant, il existe aussi quelques effets positifs, comme les transferts d'argent que reçoivent ceux qui sont restés, ou bien l'augmentation des salaires du milieu rural, causé par la diminution de la main d'œuvre disponible (Lucas, 2015).

Ainsi, il est important de prendre en compte quelques considérations comme⁹:

- L'influence de la migration sur la main d'œuvre bon marché dans la zone rurale.
- La rentabilité des systèmes de production dans l'Agriculture Familiale qui peuvent promouvoir la migration.
- Le phénomène de retour à la campagne lorsqu'il n'est pas fait de manière effective.
- La compétition à l'accès au travail rémunéré entre femmes et hommes, exposant à la jeunesse féminine à se déconnecter de la production agricole.

ACCÈS À LA TERRE ET À D'AUTRES RESSOURCES DE PRODUCTION

Les limitations auxquelles doivent se confronter les jeunes en matière d'accès aux ressources nécessaires à l'exercice de l'activité, représentent un obstacle important pour entrer dans le secteur agricole. Les raisons structurelles en lien direct avec l'accès aux ressources de base, constituent pour les jeunes les premières contraintes d'investissement dans le secteur agricole, comme notamment le manque d'outils, de canaux ou de cadre réglementaire ouvrant l'accès aux ressources et aux mécanismes de financement, aux marchés et à l'influence sur la chaîne de valeur.

L'accès aux terres productives représente l'un des actifs les plus importants qui sont exigés pour le secteur rural par les jeunes lorsqu'ils souhaitent gagner leur vie dans le secteur agricole. D'une part, la terre permet d'exercer l'activité agricole et d'autre part elle améliore souvent la capacité d'accès aux prêts car elle sert de caution. Par ailleurs, le fait de posséder des terres permet d'augmenter la considération sociale des jeunes, car dans de nombreux endroits, c'est la condition nécessaire pour pouvoir participer aux assemblées de la communauté locale, ou participer aux associations de producteurs.

On peut énumérer une série de facteurs qui apparaissent de façon récurrente, tels que les obstacles qui se dressent pour accéder à la terre. Compte tenu du fait que l'héritage est la source principale d'accès, l'augmentation de l'espérance de vie devient alors un frein. Le statut qu'implique la possession des terres empêche leur transmission avant le décès, alors que pendant ce temps, les jeunes travaillent sur l'exploitation familiale, souvent en échange d'une faible, voire d'aucune rétribution.

D'autres problèmes identifiés qui entravent l'accès à la terre et le développement de l'activité agricole dans des conditions appropriées sont: lorsqu'apparaissent des situa-

9. Contribution des jeunes de la table nationale paysanne du PDRR, Costa Rica.

tions passagères de manque de liquidité chez les familles les plus démunies, qui forcent à la vente des actifs (parmi lesquels se trouve la terre) pour affronter la situation de crise¹⁰. Cet état de fait réduit la quantité de terres héréditaires revenant aux jeunes de la famille. Par ailleurs, il existe un autre problème: les fragmentations successives dues aux héritages, qui amènent à ce que la taille des terrains héréditaires n'atteigne pas un seuil économique suffisant pour assurer la fiabilité économique, ou même la subsistance. En dernier lieu, il ne faut pas oublier la dégradation croissante des sols (salinisation, perte de surface arable, érosion, etc.) dans de nombreux endroits dans le monde, qui limite la disponibilité des terres de culture.

Si l'accès à la terre est retardé ou entravé par le biais de l'héritage, l'alternative qui s'offre alors est l'achat de cette terre. Pour ce faire, les jeunes ont besoin d'économies ou d'un accès aux prêts. La possibilité d'avoir des économies est chose compliquée, compte tenu du faible niveau de revenus et de la rentabilité en général, de ce fait, l'accès aux services financiers représente a priori l'alternative la plus adaptée lorsqu'il existe des terres disponibles.

ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS

Les entreprises de financement peuvent se présenter sous différents aspects: entreprises formelles ou informelles, de micro financement ou à plus grande échelle. Cependant, la difficulté de financer l'activité agricole du fait de la nature biologique de la production et de la concentration de risques par zones, constituent un défi, étant donné le risque important associé au financement de cette activité par rapport à d'autres activités de production. De plus, si les agriculteurs se retrouvent isolés dans des zones reculées ou dispersées dans tout le territoire, les coûts d'exploitation explosent pour les entreprises de financement.

Par conséquent, la plupart des crédits accordés pour l'acquisition d'actifs durables – comme la terre – exigent des cautions et des garanties (comme des revenus stables, des propriétés, etc.) qui s'avèrent plus compliquées pour les jeunes. De même, les crédits de campagne pour l'acquisition de fournitures possèdent des taux d'intérêt généralement plus élevés, donc plus difficiles à gérer pour ceux qui débutent dans cette activité.

FACTEURS SOCIAUX

Mais il existe aussi des raisons sociales en lien avec la protection sociale, l'image sociale de l'agriculture et des conditions des zones rurales. À certains moments, ces facteurs peuvent constituer un frein important pour l'entrée des jeunes dans le secteur. L'imaginaire collectif du travail dur dans les champs et peu valorisé d'un point de vue économique, ainsi que le sentiment que le monde rural est moins développé que le monde ur-

10. Pour une discussion à propos des pièges de la pauvreté, la dernière référence la plus recommandable est effectuée par l'excellent « Poor economics » de Banerjee et Duflo (2011).



bain, a fortement imprégné de nombreuses sociétés. Cette image négative a créé chez les plus jeunes des barrières psychologiques tout en occultant la possibilité de miser sur l'agriculture familiale comme une méthode de travail et une façon de vivre digne. Incontestablement, toutes ces limitations doivent être abordées au niveau individuel et au niveau de la société dans son ensemble, pour commencer un projet productif.

PEU D'INFRASTRUCTURES

Les limites d'accès à Internet, aux transports et aux autres services de base (école, hôpitaux, etc.) constituent des défis importants dans les zones rurales. De fait, même si le renforcement et l'amélioration des opportunités des jeunes dans le milieu rural sont une condition indispensable au développement de l'agriculture familiale, elle n'en reste pas moins insuffisante. Il est important de compléter les efforts à l'aide de politiques publiques qui se concentrent sur les zones rurales et qui contribuent à tendre et accélérer la diffusion des connaissances, soutenir l'innovation et les initiatives locales des jeunes et créer des opportunités alternatives pour les jeunes qui habitent les zones rurales.

DES FEMMES JEUNES

En ce qui concerne les questions liées au genre, il convient de souligner que les femmes jeunes rurales connaissent des conditions de départ plus compliquées que celles des hommes, à cause du taux de chômage plus élevé, de la discrimination subie lors de l'accès aux terres ou à d'autres actifs, et d'autres limites socioculturelles. En conséquence, on a pu observer ces dernières années une forte participation de femmes dans ces mouvements migratoires internes, qui a dépassé parfois celle des hommes (FAO, 2016).



On constate donc que cette discrimination et cette invisibilisation des femmes sont présentes dans la situation générale de l'activité agricole. Par exemple, les tâches agricoles accomplies par les femmes sont fréquemment de nature informelle, et est considérée l'aide aux tâches agricoles comme faisant partie de ses obligations familiales, sans qu'elles ne puissent avoir le contrôle sur les ressources agricoles (Rebouché, 2006). À de nombreuses reprises, lorsque les hommes ont émigré ou qu'ils réalisent des activités en tant que journaliers, ou qu'ils vont dans d'autres secteurs, les femmes doivent se charger des tâches agricoles quotidiennes qui s'ajoutent à celles qui lui sont assignées traditionnellement, comme s'occuper des enfants et de la maison. Cette invisibilisation et le peu de valeur accordée au travail dans les champs et aux tâches domestiques, débouchent sur le travail majoritairement informel et non rémunéré pour les femmes (si elles reçoivent un salaire, il est nettement plus faible que celui d'un homme). Cependant, on estime généralement que les femmes accomplissent 60% à 80% du travail agricole dans les pays en développement (Banque Mondiale, FAO et FIDA, 2009). Au final, ces déficiences se traduisent par une restriction des accès aux bénéfices sociaux, tels que les congés de maternité, les arrêts maladie, la retraite ou la sécurité au travail (ENPARD, 2016).

La nature patriarcale de nombreuses sociétés rurales traditionnelles empêche ou freine la possession des terres pour les femmes. De ce fait, des obstacles continuent à se dresser pour l'accès à la terre dans des conditions d'égalité pour les femmes jeunes, et ces obstacles possèdent une nature à la fois juridique et socioculturelle. En conséquence, les données montrent au niveau mondial un nombre plus faible de femmes possédant des terres, avec des terrains généralement plus petits (FAO, 2011). À ceci s'ajoutent des difficultés de même ordre pour l'accès au crédit et aux activités de promotion d'entreprise. Au total, tout ceci limite les nouvelles initiatives de petite taille et plus proches pour la subsistance, avec des chances plus faibles de permettre une vie digne.

On peut constater qu'en matière d'éducation, il persiste des disparités dans la scolarisation pour des questions de genre. En effet, l'exclusion des filles et des femmes jeunes est plus importante à cause des mariages précoces et des préférences pour l'éducation des garçons plutôt que des filles.

Par conséquent, le cinquième ODD¹¹ abordait cet aspect de façon explicite « L'égalité des genres ». D'une part, les femmes sont les principaux soutiens de la sécurité alimentaire dans les familles, et d'autre part, ce sont elles qui participent le plus à l'agriculture familiale. En général, l'évidence montre que cette disparité entre hommes et femmes a diminué. Cependant, des exceptions régionales persistent, par exemple la faible participation à l'éducation secondaire des jeunes filles en Afrique Centrale et Afrique de l'Ouest.

11. Le nouvel agenda exhorte les pays à produire des efforts afin d'atteindre 17 [Objectifs de Développement Durable](#) (ODD) dans les 15 prochaines années.



AIAF+10
DÉCENNIE DE
L'AGRICULTURE FAMILIALE

3.

AGRICULTURE FAMILIALE ET JEUNES: POTENTIALITES

Les principaux organismes internationaux comme l'OIT (à travers l'Initiative Globale pour des emplois décents pour la jeunesse), la FAO et le FIDA, entre autres, ont donné la priorité à la jeunesse dans les économies rurales en tant que secteur de leurs activités. Ils reconnaissent qu'il est nécessaire d'investir dans la jeunesse rurale afin de garantir la production d'aliments, de développer les économies rurales et de réduire la migration du milieu rural vers le milieu urbain.

Faciliter l'entrée des jeunes dans le secteur va stimuler la motivation pour le changement tout en favorisant leur ouverture à développer ou adopter de nouvelles pratiques, technologies ou méthodes de production plus durables, en partie parce que les niveaux d'éducation sont plus faibles en ce qui concerne les agriculteurs plus âgés.



Projet de vie– agriculture durable

Les jeunes qui se consacrent à l'agriculture le font comme un projet de vie, développant des fonctions économiques, sociales, territoriales, culturelles et environnementales. Toutes ces dimensions doivent être considérées à l'heure d'aborder les actions nécessaires de promotion de la jeunesse dans l'agriculture familiale.

Vers une agriculture plus durable

La planète est confrontée à un scénario mondial qui dresse un constat de faibles ressources, d'insécurité alimentaire et dans lequel l'augmentation des risques climatiques est très probable. L'agriculture familiale doit faire face aux défis posés par le changement climatique et d'affronter l'insécurité alimentaire au niveau global. D'après une étude réalisée par AFA (AFA 2015), les jeunes commencent à s'engager plus dans le développement des exploitations durables et agroécologiques. Ce modèle d'agriculture donne à la fois du sens à leur travail, plus d'opportunités pour innover et il permet d'apprendre à partir des méthodes agricoles anciennes et récentes. Il existe de nombreux exemples dans le monde entier et les divers courants qui optent pour l'agriculture durable sont de plus en plus importants. Ce document n'a pas pour objectif de décrire leurs définitions, mais au contraire de mettre en valeur toutes les opportunités et les bénéfices que procurent les différents modèles et formules d'agricultures durables destinés à la jeunesse, afin de leur permettre d'obtenir un moyen d'existence¹².

1. Phénomène de révolte agricole: Depuis 2010, suite à la crise économique et aux importants taux de chômage des jeunes dans différents pays européens, une tendance s'est dessinée chez les jeunes qui retournent dans les zones rurales à la recherche d'un moyen de subsistance et qui lancent des initiatives socioéconomiques en lien avec le secteur agricole. Ce retour s'effectue généralement dans des conditions économiques limitées (économies personnelles, héritages, prêts accordés par la famille ou par des réseaux de confiance), et il est étroitement relié à des motivations à la fois politiques, sociales et environnementales. Il s'agit d'initiatives de nature diverse et en constant processus d'amélioration, mais qui possèdent une double caractéristique commune en général : la recherche d'un mode de vie lié à la nécessité de transformer le milieu rural, et des liens avec le milieu naturel qui soient plus durables. Au sein de cette tendance on voit fleurir différentes initiatives de vente à travers des canaux courts, des marchés locaux, l'agroécologie, etc.

Pour en savoir plus : [La révolte agricole](#)

12. Dans le Sommet de la Terre en 1992 à Rio de Janeiro, l'Organisation des Nations-Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), a défini l'agriculture durable selon les termes suivants : «...C'est la gestion et la conservation de la base des ressources naturelles et l'orientation du changement technologique et institutionnel, de telle manière que soit assurée la satisfaction continue des nécessités humaines des générations actuelles et futures ».



2. Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan: C'est un accord élaboré par consensus par plus de 100 villes du monde entier, dont l'objectif principal est de promouvoir la cohérence dans les interactions entre les villes et la production et transformation alimentaire dans les zones rurales voisines, en plaçant au cœur de cette politique les petits producteurs et les entreprises agricoles familiales, et en accordant un intérêt particulier à l'autonomie des femmes et des jeunes. L'accord contient un cadre de stratégies et d'action, destiné à ce que les villes intéressées puissent mettre en place des systèmes alimentaires plus durables.

Pour en savoir plus : [Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan.](#)

3. The Organic Academy of IFOAM: Fondée en 2012, l'IFOAM Academy propose une formation spécifique pour travailler en mode écologique. Sa formation en leadership écologique (OLC, l'acronyme en anglais) s'adapte aux nécessités de ceux qui aspirent à une carrière dans le secteur écologique. Les leaders du présent et du futur se rejoignent afin d'apprendre, partager des expériences, développer des stratégies innovantes et construire un réseau.

Pour en savoir plus : [The Organic Academy](#)

De plus, compte tenu de la tendance croissante du processus d'urbanisation, les villes occupent un rôle de plus en plus important dans le développement des systèmes alimentaires durables. Malgré les grandes différences qui existent entre les villes, la totalité d'entre elles doivent d'une part, envisager les opportunités offertes par l'agriculture urbaine et périurbaine durable, et d'autre part veiller à la nécessité d'impliquer les plus jeunes afin de garantir des moyens d'existence durables.

Éducation, formation et innovation

L'éducation s'avère être probablement le facteur le plus important pour l'amélioration du développement et des conditions de vie : de l'éducation de base servant à former les personnes avec une capacité critique, jusqu'à la formation en agriculture aidant à améliorer les capacités de production, en passant par d'autres capacités telles que la gestion, les capacités sociales ou de leadership.

Au cours des dernières années, le taux d'inscriptions dans les écoles primaires a considérablement augmenté. Ceci est probablement dû à la promotion générée par le second Objectif de Développement du Millénaire (ODM)¹³. Cependant, l'enfant issu des zones rurales doit encore faire face à différents problèmes qui entravent l'accès à l'éducation de base dans des conditions adéquates. En effet, les enfants doivent souvent parcourir de longues distances pour se rendre à leur école, ou bien celle-ci manque de ressources et

13. Également nommés Objectifs du Millénaire, ce sont huit objectifs de développement humain fixés en 2000 par les 189 pays membres des Nations-Unies, devant être atteints pour 2015. Le second objectif contenait notamment

du matériel nécessaires pour une éducation riche et pleine. On trouve également et de façon régulière de l'absentéisme scolaire à certaines périodes, dû par la participation aux tâches de l'exploitation familiale qui requièrent plus de main d'œuvre, comme la récolte.

Le passage de l'éducation primaire à l'éducation secondaire constitue également une étape délicate, car c'est à ce moment que certains jeunes abandonnent leur formation afin d'intégrer les activités professionnelles. Par exemple, d'après les données produites par le Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance, le taux moyen de participation à l'éducation secondaire dans les pays moins développés atteint 37%, en tenant compte du fait que ce pourcentage passe à 31% dans les zones rurales, alors qu'il grimpe à 54% dans les zones urbaines. À titre comparatif, le taux moyen de participation à l'éducation primaire s'élève à 75% dans ces mêmes pays, atteignant ainsi 87% dans les zones urbaines et 72% dans les zones rurales (UNICEF, 2016).

Si les pourcentages de participation à l'éducation primaire et secondaire se sont améliorés au cours de ces dernières années, il n'en va pas de même avec ceux qui concernent la qualité de l'éducation reçue dans les zones rurales. En effet, la motivation des enseignants, l'actualisation des programmes obsolètes n'étant pas adaptés à la réalité locale, ou bien dans lesquels l'agriculture est une quantité négligeable, sont des éléments qui peuvent servir à développer les contributions futures des jeunes pour l'agriculture. Les plans d'étude normalement ne reconnaissent pas les dynamiques et innovations existantes dans les exploitations familiales.

Les jeunes semblent être les plus favorables à l'adoption de changements et de innovations et à projeter une vision à long terme, mais pour ce faire, il est nécessaire de posséder et de maîtriser les capacités et la formation spécifiques et un accompagnement suffisant.



L'acquisition et l'amélioration des capacités de ces jeunes ruraux en tant qu'agriculteurs font partie des défis et des goulets d'étranglement en matière d'engagement et de contribution des jeunes à l'agriculture. Une bonne partie de la transmission des connaissances s'effectue de manière informelle, entre les agriculteurs possédant plus d'expérience et les jeunes. Cette pratique est nécessaire et adéquate, mais pour faciliter l'adaptation à des réalités changeantes (d'ordre environnemental ou de marché, par exemple), il est essentiel de mettre en place des services de formation, d'extension et de perfectionnement spécifiques et stimuler l'innovation locale et les initiatives des jeunes.

Pour qu'ils soient efficaces, outre le financement, les services de formation agricole exigent du personnel motivé et capable de transmettre des connaissances pratiques et promouvoir l'innovation. Le contenu



des enseignements proposés doit également répondre aux nécessités actuelles et futures des jeunes auxquels s'adresse cette formation, ce qui comprend non seulement la formation aux aspects agronomiques et de manipulation des cultures et des animaux, mais également aux aspects concernant l'organisation et la gestion. On constate dans ce cas également que la formation agricole dans certaines régions atteint les jeunes ruraux dans une moindre mesure (Hartl, 2009).

Il convient de souligner un élément final concernant l'accès à l'éducation et à la formation: le rôle de l'éducation supérieure en agriculture, en tant qu'élément catalyseur du développement du secteur. Pour remplir ce rôle, outre la nécessité d'être une rigoureuse formation de qualité, il faut également une étroite connexion avec les besoins réels en matière de main d'œuvre et de demandes des communautés locales. Certains rapports provenant d'institutions multilatérales (Banque Mondiale, 2011; AFDB/OECD/UNDP/UNECA, 2012) soulignent que dans une bonne partie des pays en développement, le nombre d'étudiants en éducation supérieure agricole est très faible, comparé au nombre total d'étudiants supérieurs, avec notamment un faible accès pour les femmes à cette formation.

1. Artzain Eskola (École de bergers): Cette école est destinée à la formation et au perfectionnement de nouveaux bergers et propose des cours pour les bergers professionnels. La formation comprend l'utilisation des pâturages naturels et communaux, les animaux, le respect des aspects environnementaux, la formation professionnelle complète, des stages en installation professionnelle en cycle fermé (production, transformation et commercialisation), la fusion entre tradition et modernité : le pastoralisme traditionnel actualisé, le renforcement du patrimoine culturel pastoral de la région.

Pour en savoir plus : [Artzain Eskola](#)

2. New Farmer Program, Tainan City, Taiwan: L'unité d'extension du gouvernement fournit un soutien technique et financier aux jeunes agriculteurs par le biais d'experts, de l'apprentissage, de cours sur l'agriculture, et du système d'assistance. Les experts agricoles et les enseignants qui forment les jeunes agriculteurs à l'agriculture se déploient à travers les associations d'agriculteurs du district.

Pour en savoir plus : [New Farmer Program](#)

3. Réduire le coût des graines en Indonésie: Dans l'étude d'AFA (2015), on cite l'exemple de l'alliance de paysans d'Indonésie API, qui encourage l'obtention de variétés de graines qui soient compétitives en termes de production et plus économiques que les graines commerciales. À titre d'illustration, voici le cas d'un jeune agriculteur qui a hybridé des variétés locales de maïs avec des variétés issues du Mexique et du Brésil, qui avaient été échangées lors d'un événement international. Les plants de maïs obtenus de cette façon, possèdent une résistance accrue aux phytopathologies par rapport aux plants du commerce, tout en tant bien moins chers.

L'information et la communication comme outils de renforcement pour l'agriculture familiale et pour la participation des jeunes

Actuellement, la plupart des agriculteurs familiaux vit dans des zones rurales défavorisées, et doit faire face à d'importants défis d'ordre économique, social et environnemental. De ce fait, ces défis sont en train de rendre l'agriculture familiale de plus en plus dépendante à l'accès opportun aux informations pertinentes. Cependant, dans presque tous les cas, l'accès aux services de l'information et de la communication dans les zones rurales est pour le moins déficient.

Cet état de fait implique d'une part, que la communication possède un rôle clé en tant qu'actif pour l'agriculture familiale, et d'autre part, la nécessité d'intégrer ce rôle au cœur des politiques de l'agriculture familiale.

Il est important que les services et les politiques de communication rurale puissent miser sur le droit à la communication pour les agriculteurs, ce qui permettrait un accès équitable aux services de l'information et de la communication dans les zones rurales, tout en assurant la participation active des petits agriculteurs familiaux. La plupart des TICs facilitent l'accès à l'information opportune et précise afin d'améliorer la production agricole. L'accès à l'information est crucial pour le secteur de l'agriculture familiale. Cette dernière est considérée comme hétérogène et holistique, avec une production extrêmement diversifiée, et parfois, l'accès aux ressources productives y est limité (Addom et al 2014). Les TICs constituent des outils de base pour la prise de décisions et la prévention des risques¹⁴ (Yared, 2014). Ceux-ci possèdent un rôle potentiel dans la pénétration des services financiers, car ils peuvent limiter les coûts d'exploitation des institutions financières, tout en étendant les possibilités d'y accéder depuis les zones les plus reculées. Enfin, les TICs peuvent fournir des informations relatives au climat, ce qui permettrait d'anticiper les éventuels effets négatifs.

D'autre part, le fait que les jeunes issus de tous les continents utilisent couramment les TICs est un aspect à prendre en compte, qu'il est nécessaire d'intégrer dans les stratégies d'attraction des jeunes vers l'agriculture familiale. D'autre part, on doit les considérer comme un avantage dont il faut tirer parti afin d'accéder aux services financiers, climatologiques, aux marchés locaux, etc. Cela peut faciliter les décisions productives auxquelles les agriculteurs familiaux doivent faire face au quotidien.

14. Au cours de l'élaboration de ce document, on a pu constater que les difficultés d'accès aux TICs avaient pesé sur la possibilité de répondre au questionnaire en ligne proposé dans le but d'y intégrer des expériences (Annexe 1).



1. Association mondiale de radios communautaires (AMARC): L'objectif de l'AMARC est d'amplifier les voix des exclus et des marginaux à travers les médias communautaires et les nouvelles TIC, soutenir l'accès populaire aux communications et défendre et promouvoir le développement de la radio communautaire dans le monde entier. Promouvoir et défendre les conditions politiques, légales et réglementaires permettant que les médias communautaires puissent opérer. Promouvoir l'échange de connaissances et la création de capacité pour la durabilité des médias communautaires. Renforcer l'impact social, l'impact du développement et l'impact humanitaire des médias communautaires.
Pour en savoir plus : [AMARC](#)

Participation politique et sociale

Un long chemin reste à parcourir en ce qui concerne la participation des jeunes aux instances et espaces de décision politique. En règle générale, les jeunes agriculteurs et agricultrices ne sont pas considérés par les gouvernements comme étant un groupe représentatif. De même, dans certains cas, les processus politiques qui impliquent les jeunes sont plus fréquents dans les zones urbaines, ce qui réduit les possibilités de participation de la jeunesse rurale. Par conséquent, leurs problèmes et leurs nécessités ne sont ni écoutés ni pris en considération, et n'ont pas de caractère prioritaire lors de la formulation des politiques publiques. En ce qui concerne les jeunes femmes rurales, cette invisibilité politique est encore plus prononcée.

Pour que la participation de la jeunesse agricole et rurale soit plus présente dans les forums de décision politique, la première étape à franchir est la visibilité. Cette étape doit nécessairement être l'aboutissement d'un travail d'amélioration des capacités de la jeunesse, ainsi que la consolidation des relations de confiance et la reconnaissance des initiatives individuelles et groupales des jeunes.

Il existe diverses initiatives à des échelles différentes -de l'initiative mondiale à l'initiative locale-, elles ont pour objectif de servir de plateforme qui recueille les sensibilités, les opinions et les critiques de la jeunesse, afin de les transmettre aux espaces de décision. De ce fait, ce sont des espaces collectifs d'autonomisation au sein desquels la jeunesse peut articuler et construire ses propositions dans le but d'intervenir et d'influer sur l'élaboration et la mise en place de politiques et de réglementations.

Outre la détermination et les efforts internes (formation, apprentissage, financement, accès aux ressources, etc.), la création et la croissance d'un projet agricole nouveau qui soit promu par des jeunes est fortement influencé par des acteurs, des politiques et des cadres réglementaires qui puissent favoriser leur développement ou dresser des obstacles face aux processus.

1. Collège des jeunes: Par exemple, ROPPA a mis en place sur ses plateformes nationales le «Collège des Jeunes», afin d'améliorer le positionnement des jeunes dans l'exploitation familiale et dans les organisations agricoles. Leurs actions s'articulent autour de deux axes : la défense des intérêts des jeunes producteurs au sein des organisations agricoles et dans les politiques publiques; et le renfort des capacités et la professionnalisation des jeunes issus des différentes filiales (Babacar Samb, 2015).

Pour en savoir plus : [CNCR](#)

2. Groupe thématique Jeunesse de la REAF: Le groupe développe des initiatives pour construire des scénarios de politiques publiques, en plus de l'élaboration de formations destinées aux jeunes. L'objectif de ces Programmes de formation est de pouvoir échanger autour de thèmes actuels d'une importance cruciale, comme peuvent l'être les politiques publiques, l'intégration régionale, la diversité de l'agriculture familiale et bien entendu, l'échange d'expériences et d'exemples de jeunes issus de diverses zones rurales d'Amérique Latine.

Pour en savoir plus : [REAF](#)

3. Young Professionals for Agricultural Development (YPARD): C'est un mouvement international qui compte près de 8.000 jeunes professionnels ayant pour principale mission de promouvoir la participation de la jeunesse dans le secteur de l'agriculture. Pour ce faire, le mouvement occupe un rôle actif dans la visibilité et l'autonomisation des jeunes. La plateforme YPARD souhaite faciliter l'échange de connaissances entre jeunes professionnels, étendre les opportunités des jeunes afin qu'ils contribuent aux débats portant sur la recherche agricole pour le développement, promouvoir l'agriculture parmi les jeunes, et faciliter l'accès aux ressources et à la formation.

Pour en savoir plus : [YPARD](#)

4. Procasur - Réseau régional de la jeunesse rurale à l'esprit d'entreprise: C'est une organisation qui soutient le développement durable. Elle concentre actuellement ses activités en Amérique Latine et dans les Caraïbes, en Asie et en Afrique. L'une de ses stratégies prioritaires est l'inclusion de la jeunesse rurale, c'est pourquoi elle a encouragé la jeunesse rurale à participer au FIDA (Fonds International de Développement Agricole (FIDA), à travers la constitution du Réseau de la jeunesse rurale à l'esprit d'entreprise. Cette initiative reconnaît l'importance d'un espace de rencontre et d'échange d'expériences en termes de promotion, qui soit pensé et géré par les jeunes ruraux qui en font partie. Elle œuvre également à l'identification et à la formation de leaders.

Pour en savoir plus : [PROCASUR](#)



5. Construction des organisations de jeunes agriculteurs en Asie:

Avec le soutien d'agences des Nations-Unies dans certains cas, différents mouvements sociaux ont encouragé la création d'organisations de jeunes agriculteurs issus de divers pays asiatiques. Par exemple, en Mongolie, le comité de jeunes bergers de Mongolie a commencé à fonctionner en 2013, et le club de jeunes coopérants en 2010. Au Cambodge, le réseau des agriculteurs et de la nature a formé un comité de jeunes qui bénéficie d'une représentation au sein de la direction de l'organisation. On retrouve un cas similaire avec la confédération paysanne philippine PAKISAMA, ayant établi une assemblée de jeunes qui, en plus d'avoir une représentation formelle dans l'organisation, s'est constituée comme un outil fondamental pour la formation fournie par cette association paysanne.

6. Réseau des jeunes producteurs et des professionnels de l'agriculture du Togo (REJEPPAT):

Ce réseau a été créé en 2010 à l'issue de la célébration en 2009 du premier Forum Paysan National, au cours duquel une sonnette d'alarme avait été tirée, car la représentation de la jeunesse rurale au cœur du secteur national doit nécessairement s'accroître. En 2010, au cours du deuxième Forum Paysan National, les jeunes ont employé cet espace pour présenter leur projet de création d'un réseau national de jeunes paysans. Le Président du Togo a soutenu l'idée des jeunes paysans, tout en recommandant aux ministères de l'Agriculture et de la Jeunesse de coopérer avec les jeunes pour la création de ce réseau.

Autre facteur clé: l'autonomisation de la jeunesse dans le domaine socio-politique constitue l'accueil et la réceptivité de la communauté ou du territoire dans lequel ils vivent. La nécessité de l'intégration et de l'acceptation dans l'économie locale est un facteur nécessaire au succès. De même, l'importance des relations dans l'environnement le plus proche est présente dans la plupart des initiatives locales à incidence politique.

Au-delà de la présence de jeunes dans les organisations ou les groupements d'agriculteurs au niveau local, national et international, leur participation active au sein de ces structures et dans les processus de prise de décisions, constitue la base pour garantir son fonctionnement correct et une véritable représentation des opinions des plus jeunes.



4. RÉFLEXIONS À PARTIR DES EXPÉRIENCES PRATIQUES

Un questionnaire a été élaboré dans l'idée d'établir une réflexion basée sur des expériences et des initiatives pratiques qui permettent de refléter la réalité vécue par les jeunes dans l'agriculture familiale dans le monde entier. Il aborde les dimensions exposées tout au long du document, (Annexe 2) et il a été diffusé en ligne en espagnol, anglais, portugais et en français à travers le blog d'YPARD et les réseaux du FRM et entre juillet et octobre 2016, le questionnaire était disponible sur le réseau. Au total, 125 réponses issues de 30 pays différents ont permis d'aboutir à une vision panoramique sur diverses expériences au niveau mondial.

En effet, malgré la diversité des contextes et des circonstances personnelles qui ont été recueillis, l'analyse des réponses du questionnaire montre qu'il existe de nombreuses similitudes entre les expériences issues des différentes parties du monde dans lesquelles des jeunes intègrent l'agriculture familiale. Parmi les similitudes les plus importantes, on retrouve la dimension capitale qu'acquiert la formation. En fait, la formation constitue le premier obstacle que les jeunes doivent franchir lors de l'accès à l'agriculture familiale. Ensuite, on peut observer les principaux résultats obtenus dans chacune des dimensions du questionnaire.

Dimension du projet de vie

Il existe une coïncidence généralisée que l'on retrouve dans la décision de travailler en faveur de l'agriculture familiale: c'est un projet de vie (et non pas une simple décision professionnelle) et il comporte une vision transformatrice pourvue de nouvelles valeurs et de méthodes plus durables relatives à l'environnement, sans pour autant laisser de côté la nécessité d'avoir une vie digne et une stabilité économique afin que les jeunes puissent développer leur projet de vie. D'autre part, il y a un parti-pris en faveur de méthodes de production plus en harmonie avec les rythmes naturels des écosystèmes, et on envisage également de nouvelles méthodes de distribution et de commercialisation.

On retrouve régulièrement le concept de « durabilité » dans la plupart des réponses du questionnaire, et il est principalement lié à la nécessité de miser sur la durabilité des pratiques agricoles afin d'obtenir la pérennité du projet agricole.

Dimension d'éducation, de formation et d'innovation

L'importance et la nécessité de recevoir une éducation et une formation agricole afin de favoriser l'accès de l'agriculture aux jeunes constitue une dimension qui figure régulièrement dans les réponses des questionnaires. Dans le cadre de cette formation, les concepts suivants s'inscrivent comme des aspects clés :



- **Le travail en réseau:** La nécessité de consolider les processus de communication et de développer l'union et la cohésion des personnes liées aux projets de production, a été mise en relief en tant qu'élément clé pour l'inclusion des jeunes dans l'agriculture familiale. L'articulation et le développement des synergies en tant qu'élément positif pour affronter les défis, tels que la prise de décisions ou la résolution de conflits, tout en permettant de partager des expériences positives et des méthodologies de travail.
- **L'importance de la formation pratique:** La formation à partir d'expériences pratiques favorise l'autonomisation et offre plus de possibilités de conserver la faisabilité du projet sur le long terme. De ce fait, il est nécessaire de reconstruire l'équilibre entre la formation théorique et pratique dans les processus de formation.
- **Le suivi des expériences:** (également nommé « mentoring »). Le fait de proposer un processus d'accompagnement le long des premières années d'existence d'une initiative productive, constitue un élément clé pour l'intégration et le développement du transfert des connaissances et des nouvelles pratiques et promotion des expériences et innovations de la part des jeunes tout au long du processus de création et de développement du projet.

Voici les aspects les plus importants à améliorer dans le but de reformuler et de renforcer les processus de formation:

- **Incidences sur l'administration:** On met l'accent sur la nécessité de pouvoir compter sur le soutien des administrations afin de rapprocher les réglementations, la législation, les programmes de soutien et les aides, avec les réalités de la jeunesse dans le secteur de l'agriculture familiale.
- **Inclusion de la femme:** Il est fondamental de pouvoir générer de nouvelles dynamiques de fonctionnement afin d'obtenir l'inclusion et l'autonomisation des jeunes femmes (la simple présence des femmes dans les espaces de décision ne résout pas le problème). En définitive, on ne peut pas avancer dans la construction de modèles durables en agriculture familiale si l'on maintient des conduites et des rôles patriarcaux.
- L'intégration d'autres aspects formatifs pour **améliorer la perception personnelle** des jeunes sur ce que signifie et ce qu'implique l'activité agricole. Il est nécessaire d'exercer un effet sur l'imaginaire collectif et de transmettre le message suivant: on peut vivre décemment grâce à l'agriculture, et les efforts en valent la peine. Ajouter des aspects tels que la créativité, le leadership, l'autonomisation, les nouvelles technologies, l'expérience locale et l'innovation peut servir de moteur pour la création de nouveaux modèles de relations et de développement de l'agriculture familiale.

Pour conclure, en guise de résumé sur les aspects qu'il faut améliorer ou maintenir dans les processus de formation des jeunes dans l'agriculture quatre réponses a été sélectionnées qui peuvent être représentatives, de par leur diversité géographique:

Tableau 1. Réponses du questionnaire concernant la formation en agriculture des jeunes

Pays	BRESIL	BURUNDI	COLOMBIE	PAKISTAN
Collectifs	Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST) Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra)	(ADISCO) Appui au développement intégral et la solidarité sur les collines	Agrosolidaire Fédération de Nariño	Organisation pour le développement et la transformation sociale (DOST) Development Organization for Social Transformation
Quels sont les aspects qui marchent dans la formation des jeunes dans l'agriculture? Pourquoi ?	La participation directe dans la prise de décisions de la famille et de la communauté. Cette démarche permet d'encourager les jeunes à prendre part aux divers processus de décision sur des thématiques d'intérêt commun. Les encourager à devenir les acteurs des décisions de changement dans les domaines politique et économique.	Ce qui marche dans la formation des jeunes et facilite le transfert des connaissances, c'est le niveau de la formation de base des jeunes. La plupart des jeunes ruraux qui ont reçu une formation scolaire de base, même s'ils ont abandonné les études, possèdent un certain bagage intellectuel qui facilite le transfert des capacités durant la formation agricole.	Les processus de formation doivent être co-élaborés et coordonnés par les jeunes eux-mêmes. Les activités de formation doivent répondre à leurs besoins, et il est essentiel que les jeunes se sentent représentés. D'autre part, si l'on travaille sur la complémentarité du travail avec les adultes, on favorise la transition dans les espaces de prise de décisions, et on encourage le soutien aux initiatives des jeunes. De même, les échanges d'expériences, les rencontres, les expériences entre jeunes et/ou communautés organisées renforcent et encouragent le travail dans l'agriculture.	Consolider les capacités des jeunes sur leurs droits de base fondamentaux, notamment le droit à l'information et le droit à l'éducation, compte tenu du fait que l'information et l'éducation possèdent une grande influence sur nos sociétés
Quels sont les aspects qui marchent moins bien dans la formation des jeunes dans l'agriculture ? Pourquoi ?	La formation doit intégrer des aspects socioéconomiques qui puissent stimuler la rentabilité et mettre en valeur la production.	La mobilité des jeunes est l'une des conditions de réussite pour la formation agricole. De ce fait, elle est déterminante pour l'obtention de bons résultats dans le processus de formation. Chez les jeunes, il est très courant d'interrompre la formation lorsqu'ils changent d'emploi ou de lieu (ce qui s'avère bien plus compliqué pour les jeunes femmes qui se marient)	Les processus éducatifs magistraux, qui sont basés sur des salles de cours fermées, n'encouragent ni ne renforcent le travail des jeunes aux champs. De même, le fait que les ONG, l'université et les Institutions ne mettent pas leurs projets en rapport avec les nécessités locales et appliquent une recette éducative avec les jeunes sur les processus éducatifs, ne génère aucun impact positif ni les résultats souhaités.	La formation de leaders est un facteur clé. Pour que la jeunesse fasse partie de l'agriculture, nous devons être capables de les impliquer dans les prises de décisions.

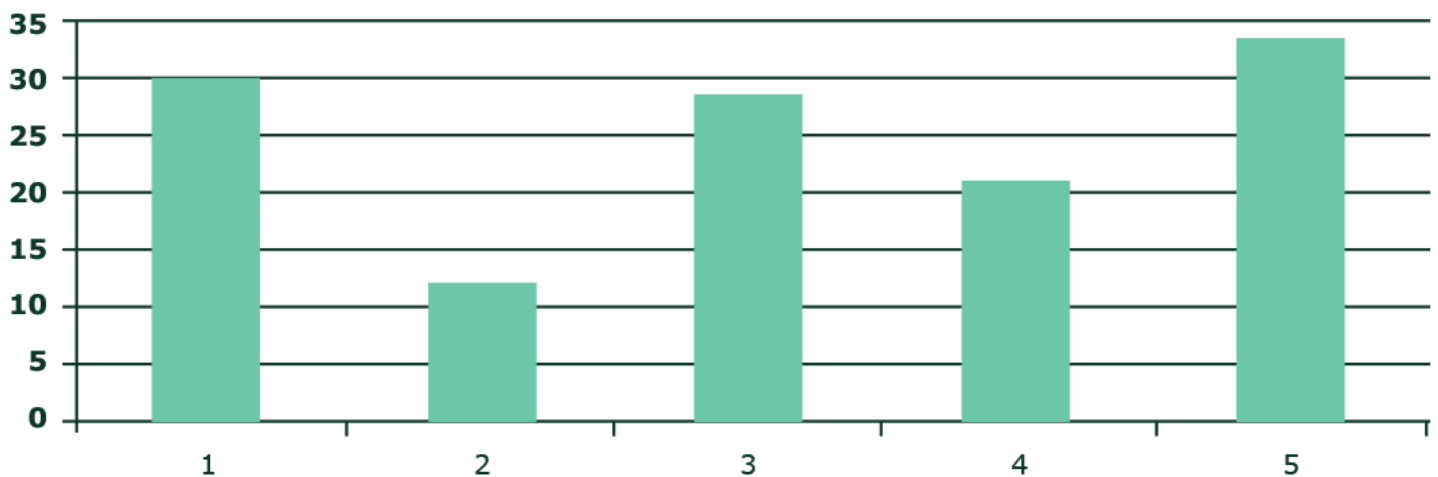


Dimension de la participation politique et sociale

Le questionnaire proposait également possibilité de recueillir les sensations et la perception concernant les possibilités pour les jeunes de pouvoir participer dans la prise de décisions politiques au niveau global. La question précise posée était : « Pensez-vous que les jeunes ont suffisamment de moyens pour pouvoir participer aux prises de décisions politique au niveau global ? », et pour y répondre, on proposait une échelle qui indiquait le niveau d'accord sur la question.

Graphique 1: Réponses du questionnaire à la participation politique et sociale

Pensez-vous que les jeunes ont suffisamment de moyens pour participer aux prises de décisions politiques au niveau global?



- 1.** Approuve complètement
5. Désapprouve complètement

Lors de l'analyse des réponses, l'aspect le plus remarquable est la polarisation des résultats obtenus. Un total de 33 réponses concordent sur le fait que les jeunes n'ont pas les moyens suffisants pour participer dans la prise de décisions (les réponses indiquaient que 26% désapprouvent complètement l'opinion, et 24% de réponses environ indiquent qu'il existe des moyens suffisants et approuve complètement l'opinion). Ces résultats indiquent qu'il existe effectivement des organisations ayant la capacité d'atteindre les espaces de décisions politiques et de franchir le mur d'invisibilité des jeunes dans l'agriculture.¹⁵



15. Il convient de souligner que tout au long de l'élaboration de ce document, on a constaté que la difficulté d'accès aux TICs avait influé sur la possibilité de répondre au questionnaire en ligne (Annexe 1).

5. PROPOSITIONS DE LIGNES D'ACTION

Ce que cette étude souhaite apporter au mouvement d'intégration des jeunes dans le monde de l'agriculture familiale, est en consonance avec les débats réalisés et les demandes recueillies lors des rencontres de jeunes qui se sont déroulées tout au long de l'AIAF-2014 et de l'AIAF+10. Ce document a pour objectif de continuer à alimenter le débat et la construction des stratégies nécessaires concernant le rattachement des jeunes à l'agriculture familiale, spécialement dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'Agriculture Familiale (2019-2028).



L'objectif consiste à contribuer à la définition des lignes de travail à caractère politique pour revendiquer des politiques publiques qui permettent de résoudre les difficultés et les obstacles de chacune des dimensions décrites.

Dans cette optique, il s'agit d'un approfondissement à partir des aspects clés détectés au cours des différentes rencontres de l'AIAF+10, dans d'autres travaux, à travers d'expériences pratiques et d'une approche des réalités individuelles et collectives.

On constate un besoin de consolider au niveau institutionnel **un abordage intégral et spécifique des nécessités et des demandes de la jeunesse rurale**, en réussissant à ce que le thème de la jeunesse soit plus prépondérant dans l'agenda politique. De ce fait, il faut exercer une influence sur les politiques publiques pour favoriser l'attachement des jeunes dans les zones rurales : garantir des droits et des services comme la santé, les politiques sociales, l'éducation, les réseaux de communication (internet et les infrastructures), les avantages fiscaux et autres, la facilitation de l'accès aux marchés et aux ressources productifs.



Ce document met en lumière les zones d'action d'intérêt qui sont apparues à partir de l'expérience et du processus d'élaboration de ce travail :

1. Actions dirigées vers l'amélioration de la fiabilité économique

La fiabilité économique est une nécessité pour mener les projets productifs. De ce fait, apporter de la valeur ajoutée aux produits à travers la transformation, le marketing, l'étiquetage et la vente à travers de nouveaux canaux de commercialisation sont des stratégies possibles. Il est important de favoriser les marchés locaux. Il est considéré important d'agir pour améliorer la traçabilité (en rendant possible l'accès aux marchés mieux rémunérés) et l'innovation. Il est important d'améliorer et élargir la rentabilité de l'agriculture familiale, former les jeunes sur les thèmes de qualité, innovation, innocuité des aliments et de bonnes pratiques agraires.

Réussir à créer des opportunités pour que les jeunes puissent assumer des responsabilités réelles et rémunérées dans le secteur est fondamental ; faciliter l'entrepreneuriat rural des jeunes de l'agriculture familiale aiderait à élargir et renforcer ce modèle de vie qui est actuellement menacé.

2. Promouvoir la participation des jeunes dans les Fédérations et les Associations d'agriculteurs familiaux et, en même temps, dans des activités de formation et des processus à caractère politique

Seulement si les jeunes acquièrent de l'expérience et participent aux espaces de décision, que ce soit au sein des organisations comme dans d'autres espaces d'incidence politique, on portera une attention plus appropriée à leurs priorités.

Il est également important de créer des espaces d'articulation de la jeunesse rurale.

3. Favoriser l'égalité de genre dans l'agriculture familiale

Il est nécessaire de renforcer le système législatif pour **garantir l'égalité des opportunités entre hommes et femmes** (en termes d'embauche et de salaires, de droits de propriété, d'accès aux ressources et à la formation), et de favoriser les opportunités d'émancipation et de développement socioéconomique des femmes.

4. Priorité envers les jeunes agriculteurs

Des mesures devraient être développées dans les politiques publiques qui discriminent positivement ou qui donnent la priorité aux jeunes comme élément différenciateur.

Il est précisé de reconnaître l'importance de la jeunesse dans le secteur agroalimentaire, toute l'expérience du terrain, le transfert de connaissance et le soutien à l'intégration de la jeunesse permettent de garantir la sécurité alimentaire et être résilient face aux facteurs externes comme la fluctuation des prix et les maladies.

5. Accès au capital

L'accès au capital et aux services financiers adaptés et pensés pour les jeunes de l'agriculture familiale qui débutent dans l'agriculture familiale devrait être promu conditions favorables pour l'accès au crédit, avantages fiscaux, assurances agricoles. Cette promotion doit être accompagnée de politiques d'accompagnement et de protection pour les jeunes entrepreneurs pour que l'accès soit durable.

6. Le droit à l'accès et à l'utilisation de la terre doit être garanti

Comme on peut le constater dans le rapport sur l'accès à la terre, c'est l'un des obstacles les plus importants pour que les jeunes puissent développer leur activité agricole d'une manière durable. Compte tenu de l'enchérissement spéculatif du marché de la terre, il est nécessaire et urgent d'élaborer des mesures qui favorisent l'accès à la terre.

Dans certains cas, il est nécessaire de compter sur des mesures contre la concentration et l'accaparement des terres, les organismes publics de contrôle du marché de la terre, les banques de terres, les réformes agricoles, favoriser la location des terres ou les usages communaux, etc. En définitive, on doit promouvoir la démocratisation de la terre et du territoire, en assurant qu'il existe une succession rurale qui prenne en considération les contributions des différentes générations et l'égalité des genres.

En outre il convient d'améliorer le processus du transfert de l'exploitation au sein de la famille ou des communautés, tout en favorisant la relève intergénérationnelle.

7. Développer l'associationnisme et la collaboration dans le cadre de l'économie sociale, par exemple par le biais de coopératives¹⁶

L'associationnisme peut constituer une option intéressante pour les jeunes dans l'activité agricole. Pour ce faire, il faut donner la priorité à toutes les méthodes associatives dans lesquelles les jeunes participent activement. Un réseau de collaboration permet de faire face aux défis d'une façon plus efficace, et il permet de mieux gérer les difficultés (changement climatique, économique, l'instabilité des prix, etc.).

Les coopératives peuvent être de différentes sortes et peuvent apporter une valeur ajoutée et des facilités. Par exemple :

● Les Cumas, des coopératives qui optimisent les coûts de mécanisation agricole des exploitations, notamment dans les secteurs où le coût de certaines tâches agricoles ne peut être assumé de manière individuelle.

16. Conférence V Construisons le futur : l'agriculture familiale - séminaire « Jeunesse et emploi dans les zones rurales » 2015



Les Centres de Gestion sont des organisations qui fournissent des services aux secteurs public et privé du monde agricole : assistance technico-économique, comptabilité, fiscalité, gestion, etc. pour l'ensemble des exploitations. En termes d'intégration des jeunes agriculteurs leur contribution aux tâches de surveillance et de tutorat est essentielle; à tel point qu'elle justifie dans de nombreux cas le succès ou l'échec des nouvelles installations.

Les Coopératives de production, transformation et distribution. La création de réseaux de commercialisation et de transformation facilite également la réduction des frais et des infrastructures.

8. Une plus grande facilité dans la transmission des exploitations

La transmission des exploitations doit être facilitée, notamment dans les cas de cessation anticipée de l'activité agricole, en éliminant des obstacles de type restrictif qui empêchent ou qui limitent l'accès à la propriété des exploitations.

9. Accès à une éducation rurale de qualité

La formation des jeunes agriculteurs constitue l'un des principaux obstacles pour obtenir une agriculture qui puisse alimenter la population mondiale d'une manière durable. Pour ce faire, il est nécessaire de stimuler et de favoriser l'accès des jeunes à des programmes de formation aux contenus appropriés par rapport à leurs demandes et leurs besoins.

Les canaux de formation sont multiples, les connaissances ne se trouvent pas seulement dans les centres officiels, mais on peut les retrouver également dans l'expérience, dans la pratique de chacun et dans l'innovation locale. De nombreuses capacités peuvent être intégrées dans le processus de formation: aspects productifs, financiers, commerciaux, environnementaux, de développement local, aspects sociaux ou à caractère politique. L'agriculture familiale possède un composant de transformation et d'intégration avec l'environnement.



Le droit à une éducation publique, gratuite et de qualité qui valorise les identités, la diversité, le savoir social et les expériences des villages ruraux, des paysans et des paysannes, des indigènes et des autochtones, en termes d'organisation sociale, de méthodes et de relations de production; ces principes étant essentiels pour rendre effectifs les processus d'apprentissage qui reconnaissent leur importance et leur participation aux dynamiques éducationnelles à tous les niveaux.

Pour ce faire, il est nécessaire de miser sur une formation plurielle dans les écoles, les universités, les formations professionnelles ou la formation non réglée. On doit agir sur le programme dans les écoles rurales, un programme qui englobe des enseignements agricoles, qui puissent à la fois fournir une meilleure compréhension de la dimension agricole, tout en contribuant à valoriser l'agriculture. Il est également important de promouvoir des actions pour que dans les curriculums académiques la signification de l'importance de l'agriculture familiale.

Les formations plus spécialisées doivent se concentrer sur la diversité des jeunesses rurales, en tenant particulièrement compte de l'ethnicité, du genre, de la condition sociale, du niveau éducatif et des exigences des jeunesses les plus exclues.

De plus il est nécessaire d'aborder l'échange des expériences entre les jeunes agriculteurs et ceux plus âgés, ainsi qu'entre jeunes agriculteurs issus d'autres régions, en développant des programmes de formation agricole. Les expériences de formation de jeunes à travers l'éducation formelle et informelle, des réunions avec l'administration locale et d'autres actions communautaires ainsi que leurs propres innovations locales et initiatives, doivent être partagées.

10. Améliorer les services d'Assistance technique et d'extension rurale.

L'assistance technique et d'extension rurale doivent être gratuites, de qualité et basées sur les réalités locales et sur les savoirs traditionnels intégrés et reproduits par la jeunesse rurale actuelle.

La REAF¹⁷ reconnaît que «le maintien des populations rurales dans la campagne est directement lié à l'offre et à l'accès des accès à la politiques publiques parmi lesquelles la présence de systèmes d'assistance technique et de service conseil rural ».

11. Changement climatique

On considère qu'il est important de développer le rôle des jeunes agriculteurs et agricultrices issus de l'agriculture familiale dans les stratégies de résilience et de lutte contre le changement climatique. Le changement climatique est une réalité à laquelle doivent faire face les agriculteurs familiaux, et l'une de ses expressions les plus visibles est la persis-

17. Resolución 005-2017 sobre Asistencia Técnica y Extensión rural para Agricultura Familiar, aprobada en la REAF de Asunción (Argentina, 2017)



tance des sécheresses et des inondations, et la formation des plus jeunes aux outils de résilience au changement climatique constitue un facteur clé. De même, l'agriculture familiale possède également un rôle dans l'atténuation du changement climatique, qui doit être reconnu et développé. De nouvelles dynamiques vers une pratique plus durable se développent et peut se généraliser s'il est possible de générer un changement quant aux responsabilités données aux jeunes. Ces derniers doivent s'émanciper comme leader de ce changement car leur génération est née et vit dans ce processus de changement et avec des facilités quant à la technologie, leur adaptation et une moindre résistance au transfert de connaissances entre producteurs¹⁸.

12. Amélioration des conditions de vie dans le milieu rural

Il faut améliorer l'environnement rural dans lequel vivent les jeunes, pour lequel il est nécessaire d'obtenir une amélioration des infrastructures sociales et de l'offre éducative et culturelle dans le milieu rural, afin de faciliter l'installation dans ce milieu. Ainsi, on doit prendre en considération dans les politiques le nouveau profil des jeunes ruraux et leurs besoins.

On doit tenir compte de tous les apprentissages et toutes les technologies qui sont à portée, afin de les utiliser et de les appliquer de la façon la plus durable, et profiter des avantages et des opportunités offertes par une société globalisée et connectée, pour développer l'échange des bonnes pratiques. Les TICs doivent être souples et s'adapter aux exigences de l'agriculture familiale.

Au cours des dernières années, la demande des jeunes du milieu rural pour l'accès aux nouvelles technologies s'est accrue en fonction de l'apparition de nouvelles alternatives, tant en termes de communication et d'information en général, qu'en termes de progrès technologique se référant à la production. On considère la possibilité d'accéder à ces nouvelles technologies avec un service de qualité, comme faisant partie des droits que possèdent les jeunes et la population en général qui habite le milieu rural.

13. Agir sur la reconnaissance sociale de l'agriculture familiale

La reconnaissance sociale de la jeunesse comme sujet de droits et comme acteur de l'agriculture familiale, ainsi que l'estimation en soi de l'activité agricole, sont indispen-



sables. Pour ce faire, outre la fiabilité économique, les expériences démontrent que le rattachement aux communautés locales et l'interlocution directe avec les agents politiques, sont des conditions nécessaires.

L'agriculture familiale permet aux jeunes de développer des projets de vie créatifs et où les décisions sont de nature personnelle. On peut développer des actions visant à valoriser l'image de l'agriculture face à la société, et souligner la dimension stratégique de l'activité agricole, notamment son aspect de production d'aliments et de conservation du milieu naturel. De plus, il est essentiel de prendre en considération les demandes actuelles de la jeunesse rurale, en les intégrant à l'image du secteur agricole, en les montrant comme étant un secteur dynamique et actuel.

Identifier les jeunes qui ont migré dans les zones urbaines pour étudier et développer leur carrière mais qui n'ont pas trouvé d'autres opportunités pour profiter de leurs connaissances et compétences apprises pour le développement des zones rurales¹⁹.

14. Développer des pratiques d'agriculture plus durables

On doit miser sur des pratiques d'agriculture qui soient plus compatibles et plus équilibrées avec l'environnement socioéconomique et environnemental, en réduisant la dépendance aux intrants, en générant des externalités positives et en contribuant à maintenir la capacité de décision sur les projets productifs qui sont entre les mains des jeunes ruraux. On peut aider les jeunes à se diriger vers le développement rural qui se concentre sur une agriculture et des processus durables, et on doit générer des actions et des politiques qui soutiennent la consolidation de ces pratiques de développement.

Pour conclure, la jeunesse représente le vecteur de changement nécessaire pour poursuivre la création d'espaces de débat qui encouragent les questions et les doutes susceptibles de continuer à transformer la réalité. En plus des jeunes agriculteurs et agricultrices et des organisations agricoles, les administrations locales et régionales occupent également un rôle important à l'heure de la mise en place de ces lignes d'action. C'est uniquement en intégrant ces propositions de changement dans leurs politiques publiques que l'on pourra encourager l'ancrage, en répondant aux nécessités des jeunes au sein de l'agriculture familiale et surtout en développant une activité économique, sociale et environnementale durable. Pour ce faire, les jeunes agriculteurs doivent être prioritaires dans la mise en place de ces politiques publiques (prévalence dans les différentes sortes d'aides à l'achat d'intrants ou aux ressources productives, aux crédits de campagne, aux taxes fiscales réduites, à la préférence en tant que fournisseurs des programmes d'achats publics d'aliments...).

Il n'existe non pas une recette unique mais plutôt une diversité d'expériences et de démarches innovantes dont on peut tirer des leçons et des outils pour la transmission des connaissances et des savoirs.

18. Contribution des Jeunes de la Table Nationale Paysanne du PDRR, Costa Rica.

19. Contribution des Jeunes de la Table Nationale Paysanne du PDRR, Costa Rica.



QUESTIONNAIRES JEUNESSE ET AGRICULTURE FAMILIALE

Les questionnaires ont été réalisés à travers la plateforme en ligne de Google-Formulaires en espagnol, anglais, portugais et français, et ont été disponibles entre juillet et octobre 2016. Au total, 125 réponses de 30 nationalités différentes ont été obtenues.

Le rapport est une initiative du FRM, pour plus d'information sur nos activités:

www.ruralforum.org

wrfsecretary@ruralforum.org



RÉFÉRENCES

Addom B. y Lohento K. (2014). About the transforming power of ICTs. CTA. Accessible sur : <http://bit.ly/1tRroi2> (Date de consultation, mars 2016).

AFA (2015). A Viable Future: Attracting the Youth Back to Agriculture. A Regional Scoping Paper Prepared by Asian Farmers Association for Sustainable Rural Development (AFA).

AFDB/OECD/UNDP/UNECA (2012). African economic outlook 2012. Accessible sur : <http://bit.ly/2asozCo> (Date de consultation, juillet 2016).

Babacar Samb El hadji, (2015). Jeunes et organisations paysannes : l'expérience du Sénégal. <http://bit.ly/2t82Luf> (Date de consultation, juin 2017)

Banco Mundial, FAO y FIDA (2009). Gender in agriculture sourcebook. Washington, DC, Banque mondiale

Banco Mundial (2011). Rapport sur le développement mondial 2012. Panorama général. Égalité des genres et développement.

Banerjee, A., Duflo, E. (2011). Poor economics. PenguinBooks. 303pp.

CEPAL (2013). Agriculture et changement climatique : nouvelles technologies dans l'atténuation et l'adaptation de l'agriculture au changement climatique. Mémoire du troisième séminaire régional sur l'agriculture et le changement climatique, réalisé à Santiago, les 27 et 28 septembre 2012. Série séminaires et conférences, 75. Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. 96pp.

Chirwa, E. (2008). Land Tenure, Farm Investments and Food Production in Malawi, IPPG Discussion Paper Series 18, University of Manchester.

Chisinga, B. y Chasukwa, M. (2012). Youth, agriculture and land grabs in Malawi. IDS Bulletin 43(6). Institute of Development Studies.

DFID (2004). Migration and pro-poor policy in sub-Saharan Africa. PolicyBriefing, August 2004.

ENPARD (2016). Youth, women and rural development: agricultural policies to pave the way forward. Report of the Regional Seminar. ENPARD South Support Programme. 6-7 October 2016, Brussels 2016. Accessible sur : <http://bit.ly/2o6sUzF> (Date de consultation, mars 2017).

Eurostat (2017). La politique agricole commune (PAC) et l'agriculture européenne. Statistiques. Accessible sur : <http://bit.ly/1EOEPDB> (Date de consultation, mars 2017).

FAO (2011). The State of Food and Agriculture 2010–11: women in agriculture. Closing the gender gap for development. Rome.

FAO (2014). L'état mondial de l'agriculture et de l'alimentation 2014. L'innovation dans l'agriculture familiale. FAO. Rome. Accessible sur : <http://www.fao.org/3/a-i4040s.pdf> (Date de consultation, avril 2017).

FAO (2016). Addressing rural youth migration and its root causes: A conceptual framework.



- FAO, CTA, IFAD (2014).** Youth and agriculture: key challenges and concrete solutions.
- FAO (2014).** Rural Communication Services for Family Farming. Contributions, evidence and perspectives.
- Hartl, M. (2009).** Technical and vocational education and training (TVET) and skills development for poverty reduction – do rural women benefit? Paper presented at the FAO-IFAD-ILO Workshop on Gaps, trends and current research in gender dimensions of agricultural and rural employment: differentiated pathways out of poverty Rome, 31 March - 2 April 2009.
- Heide-Ottosen, S. (2014).** The ageing of rural populations: evidence on older farmers in low- and middle-income countries. HelpAge International.
- Holden, S. y Tostensen, A. (2011).** Appraisal of the Malawi Medium Term for Farm Inputs Subsidy Programme (FISP-MTP) (2011–2016), Lilongwe: Norwegian Embassy.
- IEA (2011).** World energy outlook. Paris: International Energy Agency.
- Lastarria-Cornhiel, S. (2006).** Feminization of Agriculture: Trends and Driving Forces, paper prepared for the World Development Report 2008, World Bank, Washington, D.C.
- Lawal, J.O., Oluyole, K.A. (2008).** Factors influencing adoption of research results and agricultural technologies among cocoa farming households in Oyo state, Nigeria. International Journal of Sustainable Crop Production 3(5):10-12.
- Leavy, J., Hossain, N. (2014).** Who wants to farm? Youth aspirations, opportunities and rising food prices. IDS Working Papers, 2014(439), 1-44.
- Lucas, R. (2015).** Internal migration in developing economies: An overview. KNOMAD Working Paper 6. Global Knowledge Partnership on Migration and Development.
- Yared, M. (2014).** Five ways of engaging the youth in agriculture. ICT Update, issue 77. Accessible sur : <<http://bit.ly/1qaHuTL>> (Date de consultation, mars 2017).
- OIT (2016).** Perspectivas sociales y del empleo en el mundo. Accessible sur : <<http://bit.ly/2bR0ciw>> (Date de consultation, juillet 2017).
- Proctor, F.J., V. Lucchesi (2012).** Small-scale farming and youth in an era of rapid rural change, IIED/HIVOS, London/The Hague.
- Rebouché, R. (2006).** Labour, Land and Women's Rights in Africa: Challenges for the New Protocol on the Rights of Women, Harvard Human Rights Journal, Vol. 19(19), 235-256
- UNDESA (2015).** International migration wallchart 2015.
- UNESCO (2009)** Agriculture: Helping to Improve Economic Stability, Information Magazine 3, National Commission for United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
- UNFPA (2015).** Annual Report. Fondo de población de las Naciones Unidas. Organización de Naciones Unidas. Accessible sur : <<http://www.unfpa.org/es/annual-report>> (Date de consultation, juillet 2016).
- UNICEF (2016).** Unicef Global Databases. Accessible sur : <data.unicef.org> (Date de consultation, juillet 2016).



AIAF+10
DECENNIE DE
L'AGRICULTURE FAMILIALE

JEUNESSE ET AGRICULTURE FAMILIALE



@WorldRuralForum 2018